

PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

**Arrêté n° AE-F09317P0291 du 09/10/2017**  
**Portant décision d'examen au cas par cas**  
**en application de l'article R122-3 du code de l'environnement**

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur n°R93-2016-04-14-001 du 14/04/16 portant délégation de signature à Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09317P0291, relative à la réalisation d'un projet de renouvellement d'exploitation de 3 forages d'eau potable sur la commune d'Eyguières (13), déposée par la METROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE, reçue le 05/09/2017 et considérée complète le 05/09/2017 ;

Vu la saisine de l'agence régionale de santé en date du 07/09/2017 ;

**Considérant la nature du projet**, qui relève de la rubrique 17b du tableau annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement et consiste à l'exploitation de 3 forages pour l'adduction en eau potable déjà existants pour un volume annuel maximum prélevé de 744 600 m<sup>3</sup> par an ;

Considérant que ce projet a pour objectif d'assurer la continuité de l'approvisionnement en eau potable de la commune d'Eyguières ;

**Considérant la localisation du projet :**

- dans un secteur semi-naturel,
- en partie dans la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique de type II n°930020200 "Montagne du Défends – Castellans",
- dans le périmètre du parc naturel régional des Alpilles,
- au sein des sites Natura 2000 n°FR9301594 et n°FR9312013 "Les Alpilles" ;

Considérant que ce projet est soumis à autorisations au titre des articles L214-1 à 6 du code de l'environnement et des articles L1321-1 à 10 du code de la santé publique ;

Considérant qu'aucune modification des forages et des conditions d'exploitation, notamment du débit, n'est prévue ;

**Considérant que ce renouvellement d'exploitation ne présente pas d'impact sur l'environnement ;**

## **Arrête :**

### **Article 1**

Le projet de renouvellement d'exploitation de 3 forages d'eau potable situé sur la commune d'Eyguières (13) n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

### **Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### **Article 3**

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de PACA. La présente décision est notifiée à la METROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE.

Fait à Marseille, le 09/10/2017.

Pour le préfet de région et par délégation,  
Pour la directrice et par délégation,  
L'adjointe à la cheffe d'unité évaluation  
environnementale

Delphine MARIELLE



**Voies et délais de recours d'une décision dispensant le projet d'étude d'impact**

**Recours gracieux et hiérarchique, dans les conditions de droit commun, ci-après :**

**- Recours gracieux :**

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône  
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement  
Secrétariat général  
16, rue Zattara  
CS 70248  
13331 - Marseille cedex 3

**(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision)**

**- Recours hiérarchique :**

Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire  
Commissariat général au développement durable  
Tour Séquoia

1 place Carpeaux  
92055 Paris – La-Défense Cedex

**(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision)**